

Paris, le 16 mars 2023

Madame Agnès Pannier-Runacher
Ministre de la Transition énergétique

LETTRE OUVERTE

Madame la Ministre,

Nuclear Transparency Watch (NTW) est une association co-fondée par l'ANCCLI il y a 10 ans et développée avec des parlementaires européen·e·s de diverses sensibilités politiques. Son objet étant de promouvoir une **culture de la sûreté dans le secteur de l'énergie nucléaire** en Europe s'appuyant sur le traité de la Convention d'Aarhus, adoptée par la France et la Communauté européenne comme vous la savez, ce dernier devant **assurer transparence, participation et justice aux citoyens**.

Aujourd'hui **NTW, avec 12 associations européennes et 23 eurodéputé·e·s**, partage la position de l'**ANCCLI** invitant le Gouvernement à ne pas se précipiter, à ne pas bouleverser le système actuel de la gouvernance de la sûreté nucléaire en France sans étude préalable.

NTW souligne d'ailleurs que dans ses recommandations, l'**OPECST** en France avait indiqué « ... *la réforme ne peut pas faire l'économie de la plus grande transparence quant aux forces et aux faiblesses du système de contrôle actuel et d'un diagnostic préalable complet, rigoureux et rapidement rendu public...* ».

En effet, **NTW tout comme l'ANCCLI, travaille avec l'IRSN depuis des années sur** la sûreté à travers des projets de recherche, d'expertise et d'ouverture à la Société Civile. Ainsi des projets comme le programme de recherche européen sur les déchets radioactifs EURAD ou le projet de sensibilisation à la radioprotection Open Radiation où nous sommes impliqués ne seraient certainement pas ce qu'ils sont sans l'IRSN.

Dès lors, **nous nous inquiétons de cette urgence** basée, à notre connaissance, ni sur une étude d'impact ni sur un dialogue avec les parties prenantes bien que l'accident de Fukushima ait rappelé au monde l'importance d'une bonne gouvernance du système de sûreté, le modèle français apparaissant alors comme un modèle à suivre.

Nous sommes conscient·e·s que le processus décidé par le Président de la République est déjà enclenché. Nous souhaitons, par ce courrier, exprimer nos vives inquiétudes et nous assurer que les principes, de bon sens et partagés par de nombreux·ses acteur·ices, que vous avez émis dans votre communiqué du 23 février 2023 seront bien mis en œuvre et savoir de quelles manières. Ainsi, nous nous interrogeons sur :

- **La culture et l'expertise citoyenne indépendante : ouverture à la Société Civile dans l'esprit du traité de la Convention d'Aarhus.**
- **Les échanges et le partage au niveau européen sur l'expertise et la recherche européenne sur les enjeux sociaux et techniques de l'énergie nucléaire.**

En espérant, Madame la Ministre, que vous pourrez assurer une juste considération aux préoccupations que nous vous exprimons.

¹ https://www.anccli.org/wp-content/uploads/2023/03/ANCCLI-Appel-a-la-reflexion_v27-fevrier-2023_01.pdf

Députés européens signataires :

Rasmus Andresen (Verts/ALE)

François Alfonsi (Verts/ALE)

Manon Aubry (La Gauche)

Benoît Biteau (Verts/ALE)

Damien Carême (Verts/ALE)

Leila Chaïbi (La Gauche)

David Cormand (Verts/ALE)

Rosa d'Amato (Verts/ALE)

Gwendoline Delbos-Corfield (Verts/ALE)

Karima Delli (Verts/ALE)

Pascal Durand (S&D)

Claude Gruffat (Verts/ALE)

Francisco Guerreiro (Verts/ALE)

Yannick Jadot (Verts/ALE)

Pierre Larrourou (S&D)

Nora Mebarek (S&D)

Jutta Paulus (Verts/ALE)

Sirpa Pietikäinen (PPE)

Michèle Rivasi (Verts/ALE)

Mounir Satouri (Verts/ALE)

Marie Toussaint (Verts/ALE)

Ernest Urtasun (Verts/ALE)

Idoia Villanueva (La Gauche)

Associations françaises et européennes signataires :

Nuclear Transparency Watch (France)

MKG (Suède)

WISE (Pays-Bas)

European Environmental Bureau (Belgique)

Austrian Institute of Ecology (Autriche)

France Nacture Environnement (France)

ACRO (France)

NOAH (Danemark)

RECH (France)

CEPTA (République Tchèque)

Cumbria Trust (Royaume-Uni)

Fondation pour l'agriculture et l'environnement (Bulgarie)